

**DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE**

3e Bureau

Environnement-Installations classées

Affaire suivie par Mme V. CHAPPUIS/NM

☎ : 04.72.61.61.50

Lyon, le **26 JUIN 1998**

ARRETE

**autorisant la société SMAD,
à titre de régularisation
à exploiter un stockage de matières plastiques
et des installations de réfrigération et compression
dans son établissement situé à SAVIGNY, ZI de la Pontchonnière**



==

*Le Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

VU la loi n° 96.1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.700 du 26 janvier 1996 portant approbation du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU les récépissés de déclaration n° 14 716 du 19 janvier 1981, n° 15 942 du 9 mai 1989 et n° 16 962 du 22 décembre 1993 ;

.../...

VU la demande présentée le 3 juin 1997 par la société SMAD en vue d'être autorisée, à titre de régularisation, à exploiter un stockage de matières plastiques et des installations de réfrigération et compression dans son établissement situé à SAVIGNY, ZI de la Pontchonnière ;

VU l'avis technique de classement en date du 25 juillet 1997 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. Rémy BERNARDEAU, désigné en qualité de commissaire enquêteur, a procédé du 30 septembre au 30 octobre 1997 inclus ;

VU la délibération en date du 25 septembre 1997 du conseil municipal de SAIN BEL ;

VU la délibération en date du 3 octobre 1997 du conseil municipal de ST-PIERRE-LA-PALUD ;

VU la délibération en date du 20 octobre 1997 du conseil municipal d'EVEUX ;

VU la délibération en date du 31 octobre 1997 du conseil municipal de L'ARBRESLE ;

VU l'avis en date du 6 octobre 1997 de la Direction départementale du Travail et de l'Emploi ;

VU l'avis en date du 21 octobre 1997 de l'Institut National des Appellations d'Origine ;

VU l'avis en date du 8 septembre 1997 du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile ;

VU l'avis en date du 10 octobre 1997 de la Direction départementale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis en date du 10 octobre 1997 de la Direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis en date du 17 octobre 1997 de l'hydrogéologue coordonnateur départemental ;

VU le rapport de synthèse en date du 7 mai 1998 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène exprimé dans sa séance du 28 mai 1998 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 27 janvier 1998 et 18 mai 1998 prorogeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation précitée ;

CONSIDERANT que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention des risques de pollution atmosphérique et d'incendie sont de nature à permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDERANT dès lors que les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 et à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisées, sont garantis par l'exécution de ces prescriptions ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

TITRE PREMIER

ARTICLE 1 -

1.1 - La société S.M.A.D S.A est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de SAVIGNY, dans l'enceinte de son établissement Z.I de la Pontchonnière - Route de la Chanade - BP 0106 - 69 591 L'ARBRESLE Cédex, les installations suivantes:

Nature des activités	Rubrique de la nomenclature	Volume des activités	Classement A ou D (1)
Stockage de matières plastiques (polyéthylène, polystyrène, polyester, etc.)	2662 - Alinéa 1° a	Volume = 3 000 m ³	A
Installation de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa	2920 - Alinéa 2° a	Puissance absorbée = 1 107 kW : - 6 compresseurs au fréon R22 pour la génération de froid (577 kW) - 5 compresseurs pour la production d'air comprimé (540 kW)	A
Polychlorobiphényles polychloroterphényles Utilisation d'appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 l de produits	1180 - Alinéa 1°	Volume PCB = 1053 litres : - Un transformateur de 1 000 kVA contenant 1 120 kg de PCB, - Un transformateur de 250 kVA contenant 396 kg de PCB	D
Stockage ou emploi d'oxyde d'éthylène	1419 - Alinéa 3°	Quantité totale présente = 1 500 kg	D
Entrepôts couverts (2) Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité > 500 t	1510 - Alinéa 2°	Volume de l'entrepôt < 50 000 m ³	D
Emploi ou réemploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques Extrusion, injection, etc	2661 - Alinéa 1° b	Quantité de matière traitée < 10 t/j	D
Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	2925	Puissance = 15 kW	D
Installations de combustion	2910	chaudières de puissance thermique de 1 MW	NC

(1) A : Autorisation

D : Déclaration

NC : non classé

1.2 - L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

1.3 - Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

TITRE DEUX

LES PRESCRIPTIONS DU PRÉSENT ARTICLE SONT APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2 - GENERALITES :

2.1 - Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du RHONE avec tous les éléments d'appréciation.

2.2 - Accidents ou incidents

Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

2.3 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

2.4 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres, consignes

Tous les documents, enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées à qui des copies ou synthèses devront être adressés s'il le sollicite.

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

2.5 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

2.6 - Cessation d'activité définitive

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées fait l'objet d'une notification au Préfet du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

2.7 - Vente de terrains

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

ARTICLE 3 - BRUITS ET VIBRATIONS

3.1 - L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance.

3.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables. Les niveaux de bruits limites (en dB (A)) et émergences admissibles ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures sont fixées dans l'annexe 1 du présent arrêté.

3.3 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

3.4 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3.5- Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 4 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

4.1 - Généralités

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est.

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques.

Les dispositifs nécessaires de captation et de désodorisation seront mis en place en cas de besoin.

La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

Nonobstant les prescriptions ci-dessus :

- les générateurs de fluides caloporteurs de puissance supérieure à 75 th/h sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

4.2 - Valeurs limites de rejet

Les valeurs limite de rejets à l'atmosphère (concentration, flux) sont fixées dans l'annexe 2 du présent arrêté qui précise en outre les modalités des contrôles et de surveillance (périodicité, normes de mesure, transmission des résultats à l'inspection des installations classées).

4.3 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

4.4 - Prescriptions particulières relatives à l'oxyde d'éthylène et au dichlorométhane

Une étude technico-économique des mesures à mettre en oeuvre pour limiter les rejets d'oxyde d'éthylène aux valeurs et à l'échéance fixées par le présent arrêté sera réalisée et remise à l'inspection pour le 31.12.1998. L'étude déterminera pour les différentes solutions examinées, les niveaux de performance attendus en terme de concentration et de flux rejetés, les coûts associés, et la solution retenue en vue de respecter le présent arrêté.

Une étude technico-économique portant sur la limitation des rejets de dichlorométhane sera menée : recherche et essais de produits de remplacement moins polluant, modification des modalités de nettoyage des têtes d'injection pour pouvoir récupérer le solvant souillé, traitement du rejet,... L'étude devra conclure sur les possibilités d'amélioration et un échéancier de mise en oeuvre. Elle sera remise à l'inspecteur des installations classées pour le 30 juin 1999.

4.5 - Installations de traitement

Les installations de traitement des effluents gazeux, notamment celles nécessaires au respect des valeurs limites du présent arrêté, doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière:

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

4.6 - Cheminées

4.6.1 - Sauf dispositions spécifiques prévues par le présent arrêté, les caractéristiques (hauteur, section au débouché) des cheminées seront déterminées selon les dispositions des articles 53 à 57 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. La hauteur des points d'émission des rejets de dichlorométhane et d'oxyde d'éthylène sera au minimum de 10 mètres.

4.6.2 - Des points permettant des prélèvements d'échantillons et des mesures directes doivent être prévus sur les cheminées. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des prélèvements ou/et des mesures représentatifs. Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettront des interventions en toute sécurité.

4.6.3 - La forme des cheminées, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

ARTICLE 5 - POLLUTION DES EAUX

5.1 - Alimentation en eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est interdite à compter du 01.01.1999.

5.1.1 - Protection des eaux potables

Les branchements d'eaux potables seront munis d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

5.1.2 - Prélèvement d'eau

L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et les qualités de ces eaux le permettent : recyclage, aéroréfrigérant, etc.).

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

5.2 - Différents types d'effluents liquides

5.2.1- Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur. Elles seront raccordées au réseau d'assainissement communal via le réseau d'eaux résiduaires de la zone industrielle.

5.2.2- Les eaux résiduaires

Les éventuelles eaux de lavage des sols, de l'outillage, du matériel de production, ne seront pas rejetées telles qu'elles, mais considérées comme des déchets ou faire l'objet d'une convention de raccordement préalable en cas de déversement au réseau.

5.2.3 - Les eaux pluviales et d'incendie

Les eaux pluviales seront rejetées dans le réseau eaux pluviales de la zone industrielle après traitement pour celles d'entre elles présentant un risque de pollution (aires de déchargement, de stationnement des camions,...).

Un volume de rétention des eaux d'incendie devra être mise en place d'environ 900 m³ au niveau de l'aire de stationnement à proximité de l'entrepôt. Le réseau d'eaux pluviales devra pouvoir être isolé automatiquement. Le déclenchement du mécanisme sera asservi au fonctionnement des sprinklers de l'entrepôt. Cette disposition sera réalisée avant le 31 décembre 1998.

Toute construction nouvelle pour le stockage de matières combustibles devra prévoir dès sa conception un moyen de rétention des eaux d'incendie dont le volume sera adapté aux temps d'extinction prévisibles d'un incendie.

Tout rejet direct via le réseau au milieu naturel, devra pouvoir faire l'objet d'un prélèvement, et respecter les normes de qualité physico-chimique et hydrobiologique de l'objectif de qualité du cours d'eau.

5.2.4 - Les eaux de refroidissement

Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits toxiques devront circuler en circuit fermé.

5.3 - Collecte et conditions de rejets des effluents liquides

5.3.1 - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les éventuelles eaux non polluées) et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.3.2 - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

5.3.3 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement.

5.3.4 - Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent en toute sécurité.

5.4 - Qualité des effluents rejetés

Les effluents devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 ou 9,5 s'il y a neutralisation chimique et leur température devra être inférieure à 30 °C. De plus, ils ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

5.5 - Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.

5.6 - Rejets en nappe

Les rejets directs ou indirects même après épuration dans une nappe souterraine sont interdits.

ARTICLE 6 - DECHETS

6.1. Récupération - recyclage

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

6.2 - Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

6.3. Stockage des déchets

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser 3mois de production ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

6.4. Déchets banals

Les déchets banals générés par l'activité (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants doivent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

6.5 Déchets industriels spéciaux

Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

6.6. Brûlage

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

6.7 Bilans

Chaque année, un bilan précisant par type de déchet les quantités et les filières d'élimination sera effectué et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7 - SÉCURITÉ

7.1 - IMPLANTATION - AMENAGEMENT

7.1.1. Règles d'implantation

Le stockage de matières plastiques doivent être situées à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété.

Toute construction nouvelle de bâtiment dédié au stockage de matières combustibles devra être implantée à au moins 10 mètres des limites de propriété.

7.1.2. Interdiction d'habitations au-dessus des installations

Le stockage ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

7.1.3. Comportement au feu des bâtiments

Les bâtiments de stockage doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Si les locaux abritant l'installation sont à moins de 50 mètres de locaux habités, ils sont parfaitement clos à l'exception des baies d'aération ; dans le cas contraire, ils sont entourés d'une clôture interdisant l'accès du dépôt aux personnes étrangères à l'entreprise.

Tout nouveau bâtiment ou local abritant des installations de stockage ou d'emploi de matières plastiques devra présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible ou planchers haut coupe-feu de degré 2 heures,
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
- une stabilité des ossatures de degré 1/2 heure,
- des matériaux constitutifs de classe MO (incombustibles).

7.1.4. Accessibilité et dégagements

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3 mètres, avec largeur libre de 4 mètres
- rayons intérieurs de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 4 mètres,
- résistance à la charge : 13 tonnes (9+4)

Dans les locaux comportant des zones de risque incendie, les portes s'ouvriront facilement dans le sens de l'évacuation.

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité (voir 7.3.3), seront aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité. Les issues seront réparties de telle sorte que les personnes n'aient pas plus de 50 mètres à parcourir pour gagner l'une d'elle, et pas plus de 25 mètres pour les parties de l'établissement formant cul de sac. Dans les zones de sécurité telles que définies au point 7.3.3, aucun poste de travail ne devra se trouver à plus de 10 mètres d'une issue.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteur équipé.

7.1.5. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible; le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

7.1.6. Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

7.1.7. Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Notamment le site est conforme aux dispositions de l'arrêté du 28 janvier 1993.

7.1.8. Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés.

7.1.9. Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres admis au transport, le volume minimal de la rétention est égale soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

7.1.10 - Désenfumage

Le désenfumage des bâtiments et unités concernés par une zone de sécurité (voir 7.3.3), en particulier pour le stockage des matières plastiques, devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume commandables et facilement accessibles depuis le niveau du sol. La surface totale des ouvrages ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements de désenfumage devra pouvoir se faire manuellement, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique.

L'exploitant prendra l'attache des services de secours pour examiner les problèmes liés à la diffusion latérale des gaz chauds et la mise en place éventuelle de dispositifs de cantonnement si ces derniers s'avèrent nécessaires.

7.2 - EXPLOITATION - ENTRETIEN

7.2.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

7.2.2. Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

7.2.3. Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses (arrêté ministériel du 20 avril 1994 notamment).

7.2.4. Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

7.2.5. Registre entrée/sortie

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

7.2.6. Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

7.3 - RISQUES

7.3.1. Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

7.3.2. Moyens de secours contre l'incendie

Le site doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- de poteaux incendie publics ou privés, dont un moins implanté à 200 mètres au plus du risque, et de diamètre minimum de 100 mm débitant 300 m³/h en simultané au minimum

Un procès verbal d'essai du débit pour chacun d'eux en fonctionnement simultané sera transmis aux

services d'incendie et de secours dans le délai d'un an.

- de robinets incendie armés de 20 ou 40 mm, implantés à l'intérieur de l'établissement près des issues. Ils seront disposés de sorte que toute la surface puisse être efficacement atteinte par deux jets de lance en toutes circonstances.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

- de matériels spécifiques adaptés pour l'intervention des premiers secours : masques, combinaisons, etc.

De plus, le stockage de matières plastiques sera muni :

- d'un système de détection automatique d'incendie ;

- d'un système d'alarme incendie ;

- d'un système d'extinction automatique d'incendie ;

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Une équipe de premiers secours contre l'incendie devra être mise en place et être prête à intervenir en cas d'incendie. Elle sera régulièrement formée et associée aux exercices avec les services de secours.

7.3.3. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

Les aires de stockage de produits combustibles doivent notamment faire partie de ce recensement. En fonction du risque, le stock pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires.

Dans le cas de stockage de matières plastiques alvéolaires ou expansées, le stock est divisé en tas dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 200 m³ et dont la hauteur est limitée à 3 mètres.

Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés entre les tas, ainsi qu'entre ceux-ci et les murs de clôture, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Il est interdit d'entreposer dans le dépôt d'autres matières combustibles à moins de 2 mètres des tas de matières plastiques alvéolaires ou expansées, ainsi que des produits explosifs, ou des matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet d'optique.

Tout stockage de matières combustibles devra être protégé, ou se trouver à une distance suffisante, des effets d'une source de chaleur.

7.3.4. Matériel électrique de sécurité

Dans les parties de l'installation visées au point 7.3.3. "Localisation des risques", les installations électriques, dans les lieux susceptibles de présenter une atmosphère explosible, doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

7.3.5. Interdiction des feux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

7.3.6. "Permis de travail" et/ou "permis de feu" dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

7.3.7. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêt doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation du "permis de travail" pour les parties de cette installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides);
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- la mise en action de l'équipe de premiers secours, et les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

7.3.8. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication des seules quantités de matières nécessaires au fonctionnement de l'installation.

7.3.9 - Protection contre la foudre

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre de la foudre de certaines installations classées est applicable.

7.3.10 - Formation du personnel

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

TITRE TROIS

Les prescriptions particulières ci-dessous s'ajoutent aux prescriptions générales du titre deux et ne s'appliquent qu'aux installations concernées.

ARTICLE 8 - INSTALLATIONS DE CHARGE DE BATTERIE

8.1 La zone de charge ne devra avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

8.2 L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant. Au besoin une ventilation sera installée au-dessus des postes de charge.

8.3 L'éclairage artificiel des zones de charge se fera par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles seront placés à l'extérieur de la zone de charge à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles certifiées. Ils seront alors maintenus conformes à un tel type, et les résultats des contrôles seront tenus à la disposition de l'inspection.

8.4 Il est interdit de pénétrer dans la zone de charge avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents à l'entrée de la zone.

8.5 L'intérieur de la zone de charge constitue une zone présentant des risques au sens du point 7.3.3 de l'article 7 du présent arrêté.

8.6 Le sol de l'atelier de charge sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Toutes dispositions seront prises pour récupérer rapidement de l'acide accidentellement répandu.

8.7 Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eaux, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à la zone de charge, il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

8.8 Les opérations de charge de batterie feront l'objet d'une consigne particulière dont un exemplaire sera affiché à proximité de la zone de chargement.

Seuls les opérations suivantes seront effectuées, soit :

- la charge journalière (en 8 heures de charge environ) ;
- le contrôle des niveaux d'électrolyte et de complément de plein en eau distillée ;
- la charge dite "d'égénération" (en 12 et 14 heures de charge environ).

8.9 La zone sera pourvue de moyens de sécurité et de secours contre l'incendie appropriés.

ARTICLE 9 - EMPLOI OU STOCKAGE DES OXYDES D'ETHYLENE

9.1 - IMPLANTATION - AMENAGEMENT

9.1.1. Distances d'éloignement et intégration dans le paysage

Les installations doivent être implantées à une distance d'au moins :

- a - 50 mètres des établissements recevant du public de 1ère, 2e, 3e et 4e catégories et des immeubles de grande hauteur,
- b - 25 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers, des limites de propriétés et des voies ouvertes à la circulation publique et des installations classées extérieures au site soumises à autorisation et présentant des dangers graves.

Les distances pourront être diminuées du tiers si les réservoirs sont calorifugés.

Dans le cas de stockage aérien des oxydes d'éthylène et/ou de propylène une distance d'isolement de 2 mètres entre génératrices de réservoir ou tout dispositif équivalent doit être effectif afin d'éviter que l'explosion d'un réservoir n'entraîne l'événement du réservoir voisin.

L'exploitant prend les dispositions pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement ...).

9.1.2. Interdiction d'habitations au-dessus des installations

Les installations de stockage et d'emploi d'oxydes d'éthylène et/ou de propylène ne doivent pas être surmontées de locaux.

9.1.3. Locaux et bâtiments résistant au feu

Dans le cas où des locaux abritent l'installation proprement dite, ils doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- parois et planchers haut coupe feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- stabilité au feu des ossatures (charpentes, etc...),
- portes intérieures coupe feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare flamme de degré 1/2 heure,
- matériaux de classe M0 (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les modalités d'application de ce désenfumage sont à régler en liaison avec les services départementaux chargés de la prévention incendie.

9.1.4. Locaux et bâtiments résistant aux explosions

Les locaux fermés abritant une installation d'emploi d'oxydes d'éthylène et/ou de propylène doivent présenter des caractéristiques de réaction et de résistance aux explosions minimales suivantes :

- construction des structures du bâtiment résistant à la surpression interne muni d'évents d'explosion en toiture,
- utilisation de vitrage de sécurité, de portes battantes.

9.1.5 Ventilation

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

9.1.6 Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art (par exemple avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables) par des personnes compétentes.

Les installations spécifiques du poste de dépotage des oxydes d'éthylène et/ou de propylène, y compris les pompes, doivent être équipées de matériels pouvant être mis en oeuvre dans des atmosphères explosives.

9.1.7 Mise à la terre

Les dispositions prévues dans l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre sont rendues applicables à l'installation d'oxydes d'éthylène et/ou de propylène.

Tout équipement métallique sur lequel une agression de la foudre est susceptible de se produire et de porter gravement atteinte à l'environnement par effets directs ou indirects doit être obligatoirement mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les camions ou les wagons de dépotage doivent être mis à la terre commune avec celle des installations de dépotage.

9.1.8 Travaux en réacteurs ou en mélangeurs

Toutes les vapeurs doivent être captées.

Les réacteurs doivent être munis de dispositifs limitant les surpressions internes à la pression de service des récipients.

9.1.10 Dépotage

Les aires de dépotage des véhicules citernes seront équipées de rétention. Les égouttures seront collectées. Les joints doivent être changés à chaque dépotage.

Lors du dépotage par pressurisation, le récipient peut être dépressurisé jusqu'à un minimum de 3 bar absolu pour l'oxyde d'éthylène et à 1 bar absolu pour l'oxyde de propylène.

Les flexibles doivent être éprouvés et doivent être remplacés tous les ans lorsque la fréquence du dépotage est d'au moins une fois par jour (R6 du Règlement sur le transport des matières dangereuses par route).

9.1.11 Les organes de sûreté

Chaque organe de sûreté des équipements utilisant des oxydes d'éthylène et/ou propylène doit être surmonté d'une tuyauterie de décharge dont l'extrémité sera située en un point judicieusement choisi en fonction des caractéristiques du fluide émis. La tuyauterie aura un diamètre au moins égal à celui de sortie de l'organe de sûreté.

Les soupapes et les disques de rupture doivent être calculés selon les normes en vigueur.

9.1.12 Transfert et transvasement

Les oxydes d'éthylène et/ou propylène doivent avoir leur ligne de transfert spécifique ou commune.

Les transvasements des oxydes d'éthylène et/ou propylène sont interdits dans les stockages et les points de transvasements sont équipés d'un point de captage (hotte, locaux de dépressurisation,...).

Lors des transvasements, les à-coups de pression qui échauffent la vapeur par compression adiabatique sont à éviter. Pour ce faire, il est nécessaire de maintenir l'oxyde d'éthylène sous pression d'azote pur et bien sec.

Les jaugeurs doivent être considérés comme faisant partie intégrante du stockage d'oxydes d'éthylène et/ou propylène. La canalisation doit être équipée de deux vannes automatiques de sectionnement : l'une située à proximité du réacteur, l'autre à proximité du jaugeur. Ces deux vannes sont actionnées par une des deux mesures d'écart de pression négatif suivantes :

- entre l'alimentation du réacteur et le réacteur lui-même,
- entre le jaugeur et la ligne d'alimentation du réacteur, à proximité du jaugeur.

Les tronçons de la canalisation, isolés par le dispositif anti-retour, doivent pouvoir être purgés pour éviter toute pressurisation excessive par échauffement.

9.1.13 Pomperies

Si les pompes de transfert des oxydes d'éthylène et/ou de propylène ainsi que les équipements sont installés dans des locaux, ceux-ci doivent être bien ventilés.

La température interne de la pompe doit être étroitement contrôlée, spécialement dans le cas des pompes à rotor noyé, avec arrêt automatique en cas de température excessive. Les pompes à rotor noyé doivent être équipées d'une sonde de présence de liquide commandant l'arrêt de la pompe.

9.1.14. Vidange d'urgence

En cas d'amorce de polymérisation en masse du contenu du réservoir fixe, une vidange rapide doit être accessible en assurant la dilution du produit. Cette vidange d'urgence s'accompagne d'une dilution à l'eau à raison de 22 volumes d'eau pour un volume d'oxyde d'éthylène. Un dispositif de vidange d'urgence est nécessaire pour les stockages aériens et conseillé pour les stockages souterrains des oxydes d'éthylène et/ou de propylène.

9.1.15 Isolation thermique des récipients

Les réservoirs fixes de stockage en aérien contenant des oxydes d'éthylène et/ou de propylène doivent être isolés afin d'éviter tout risque d'explosion. Cet isolant doit être recouvert par un matériau résistant au feu.

9.1.16 Refroidissement interne

Les réservoirs en aérien et souterrains d'oxyde d'éthylène ainsi que les réservoirs en aérien d'oxyde de propylène doivent être refroidis pour conserver une température de 10°C. Ce refroidissement peut être assuré par de l'eau glycolée circulant en circuit fermé.

9.2 - EXPLOITATION - ENTRETIEN

9.2.1 Contrôle de l'accès

En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôtures, fermeture à clef,...).

9.2.2 Propreté

Les réservoirs et les citernes contenant des oxydes d'éthylène et/ou de propylène doivent être parfaitement nettoyés avant toute mise ou remise en service afin d'être débarrassés de toute trace de rouille, de dépôts

salins puis séchés.

Tous les récipients vides ayant contenu des oxydes d'éthylène et/ou de propylène doivent être très rapidement remplis d'azote.

9.2.3 Vérification des lignes annexes

Des contrôles fréquents de fuite gazeuse doivent être effectués au niveau des brides et de piquages des réservoirs.

Les pompes doivent être régulièrement inspectées, pour le moins, tous les ans.

Les dispositifs anti-retour de lignes d'alimentation des ateliers et du circuit d'azote doivent être fréquemment testés.

9.2.4 Prise d'échantillon

La prise d'échantillon de l'oxyde de propylène doit s'effectuer dans une ligne en boucle fermée (circulation par pompe) qu'on peut installer soit sur le réservoir, soit sur la ligne de dépotage. Si cette ligne est installée sur le réservoir, l'alimentation et le refoulement doit s'effectuer par des tubes plongeant de la partie supérieure du réservoir.

9.3 - RISQUES

9.3.1 Protection individuelle

Les matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

9.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie

Il est strictement interdit de recouvrir les épandages d'oxyde d'éthylène par des terres absorbantes car cela peut aboutir à l'inflammation des vapeurs d'oxyde d'éthylène.

En cas de défaillance de la ligne d'alimentation d'atelier ou en cas d'incendie à proximité de cette ligne sur des réservoirs fixes, chaque réservoir doit pouvoir être isolé par une vanne automatique commandée d'un endroit sûr.

Le refroidissement des parois externes des réservoirs fixes contenant les oxydes d'éthylène et/ou de propylène s'effectue par l'intermédiaire d'un arrosage massif.

9.3.3 Localisation des risques et matériel électrique de sécurité

Les ateliers et aires de manipulations et de stockage des oxydes d'éthylène et/ou de propylène doivent être classés comme zones à risque (voir 7.3.3).

Les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosibles .

9.3.4 Consignes de sécurité

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues au point 4.4,

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...,
- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides),
- l'affichage des consignes et de l'information sur les risques d'explosion et d'incendie,
- la présence d'arrosage d'eau lors de l'utilisation des oxydes d'éthylène et/ou de propylène,
- le risque de polymérisation des oxydes d'éthylène et/ou de propylène.

9.3.5 Consignes d'exploitation

Les opérations touchant à l'oxyde d'éthylène doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites telles que prévues à l'article 7.3.8.

9.3.6 Travaux par des entreprises extérieures

Lorsque les travaux seront exécutés par une entreprise extérieure, il devra être réalisé un plan de prévention conforme à la circulaire n° 93/94 prise pour l'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

10 - TRANSFORMATEURS CONTENANT DU POLYCHLOROBIPHENYLES OU POLYCHLOROTERPHENYLES

- 10.1 Les dispositions concernant les cuvettes de rétention du présent arrêté (article 2 point 7.1.9) s'appliquent à ces appareils.
- 10.2 Les stocks éventuels de PCB seront conditionnés dans des récipients résistants et seront identifiés. Les dispositions du point ci-dessus s'appliquent également à ces récipients.
- 10.3 Tout appareil contenant des PCB ou PCT devra être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.
- 10.4 Les mesures préventives devront être prises afin de limiter la probabilité et les conséquences d'accidents conduisant à la diffusion des substances toxiques.
- 10.5 Une vérification périodique visuelle tous les 3 ans de l'étanchéité ou de l'absence de fuite sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.
- 10.6 L'exploitant devra veiller à ce que l'intérieur du local contenant le matériel imprégné de PCB ou PCT ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie soient appropriées.

Il est interdit d'accumuler à proximité du matériel classé PCB ou PCT, des matières inflammables sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

Si une telle accumulation est nécessaire, une paroi coupe-feu de degré 2 heures devra être interposée (planchers hauts, parois verticales...) ; les dispositifs de communication éventuels avec d'autres locaux doivent être coupe-feu de degré 1 heure. L'ouverture se faisant vers la sortie, les portes seront munies de ferme-porte.

- 10.7 Les matériels électriques contenant du PCB ou PCT devront être conformes aux normes en vigueur au moment de leur installation. Les dispositifs de protection individuelle devront aussi être tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Des consignes devront être données pour éviter tout

réenclenchement manuel avant analyse du défaut de ce matériel.

Les dispositifs assurant la protection individuelle peuvent être une des dispositions suivantes :

- protection primaire par fusibles calibrés en fonction de la puissance ;
- mise hors tension immédiate en cas de surpression, de détection de bulles gazeuses ou de baisse de niveau diélectrique.

- 10.8** Les déchets provenant de l'exploitation (entretien, remplissage, nettoyage,...) souillés de PCB ou PCT seront stockés puis éliminés dans des conditions compatibles avec la protection de l'environnement et en tout état de cause, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant sera en mesure d'en justifier à tout moment.

Les déchets souillés à plus de 50 ppm (partie par million) seront éliminés dans une installation autorisée assurant la destruction des molécules PCB ou PCT.

Pour les déchets présentant une teneur comprise entre 10 et 50 ppm, l'exploitant justifiera les filières d'élimination envisagées (transfert vers une décharge pour déchets industriels, confinement,...).

- 10.9** En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux PCB, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollutions ou de nuisances liés à ces opérations.

Il devra notamment éviter :

- les écoulements de PCB ou PCT (débordements, rupture de flexible...),
- une surchauffe du matériel ou du diélectrique,
- le contact du PCB ou PCT avec une flamme.

Ces opérations seront réalisées sur surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB - PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manoeuvre, flexible, en mauvais état,...).

Les déchets souillés de PCB ou PCT, éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées du présent arrêté.

- 10.10** En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera, le cas échéant, la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demandera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation autorisée et agréée à cet effet.

- 10.11** Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 50 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement de diélectrique par exemple) ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 50 ppm en masse de l'objet.

- 10.12** En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie...) l'exploitant informera immédiatement l'inspecteur des installations classées. Il lui indiquera les dispositions prises à titre conservatoire telles que notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

L'inspecteur pourra demander ensuite à ce qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT et, le cas échéant, en produits de décomposition. Au vu des résultats de ces analyses, l'inspection des installations classées

pourra demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination des lieux concernés.

Les gravats, sols ou matériaux contaminés seront éliminés dans les conditions précédentes.

11- INSTALLATION DE COMPRESSION ET RÉFRIGÉRATION

11.1 Les locaux où sont implantés ces installations seront adaptés pour limiter les nuisances et éviter la propagation de vibrations.

11.2 La réfrigération en circuit ouvert est interdite

12- INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Toute nouvelle installation de combustion faisant passer la puissance thermique global du site au delà du seuil de déclaration devra respecter les dispositions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique concernée, et être portée à la connaissance de l'inspecteur.

ARTICLE 13

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 14

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions du titre III du livre II du Code du Travail ainsi qu'aux textes réglementaires pris en son application.

ARTICLE 15

Tout transfert d'une installation classée sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 16

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 17

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 18

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture du Rhône - Direction de l'Administration Générale - 3ème Bureau - le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 19

Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 20

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976 précitée.

ARTICLE 21

Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.


ARTICLE 22

« Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ; la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 23

Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAVIGNY, chargé de l'affichage prescrit à l'article 18 du présent arrêté,
- aux conseils municipaux de L'ARBRESLE, EVEUX, SAIN BEL, ST-PIERRE-LA-PALUD et SAVIGNY,
- au Directeur, Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile,
- au Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- au Directeur départemental de l'Equipeement,
- au Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- au Directeur départemental du Travail et de l'Emploi,
- au Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- au Directeur régional de l'Environnement,
- à l'Institut National des Appellations d'Origine,
- à l'hydrogéologue coordonnateur départemental,
- au commissaire enquêteur,
- à l'exploitant, par la voie administrative.

Pour copie conforme
Le Chef de Bureau délégué

Serge MONNIER

LYON, le 26 JUIN 1998

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Adjoint,


Eric FREYSSELINARD

26 JUIN 1998

LYON, le

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Adjoint,

ANNEXE 1

POLLUTION SONORE

1) VALEURS LIMITES

Eric FREYSSELINARD

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant :

Période	niveau maximum en limite de propriété (dB(A))	émergences admissibles ⁽²⁾ dans les Zones à Emergence Réglementée ⁽¹⁾
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Leq = 65dB(A)	+ 5 dB(A)
Nuit : 22h à 7h et dimanches et jours fériés	Leq = 55 dB(A)	+ 3 dB(A)

Le point de mesure en limite de propriété correspond au point 1 du rapport de mesure joint au dossier de demande d'autorisation de juin 1997.

⁽¹⁾Zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existants à la date de l'autorisation, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse).
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation.
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'autorisation dans les zones constructibles définies ci dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans des zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

⁽²⁾ Les valeurs affichées dans cette colonne sont déterminées en fonction du niveau du bruit ambiant incluant le bruit de l'établissement, dans les zones à émergence réglementée :

- bruit ambiant ≤ 35 dB(A) : pas d'émergence à respecter
- bruit ambiant > 35 dB(A) et ≤ 45 dB(A) : émergence 6 dB(A) de jour et 4 dB(A) de nuit
- bruit ambiant > 45 dB(A) : émergence 5 dB(A) de jour et 3 dB(A) de nuit.

L'émergence est la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).

L50 (niveau acoustique fractile) correspond au niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50 % de l'intervalle considéré avec une durée d'intégration égale à 1 seconde.

2) CONTROLES DES EMISSIONS

La mesure des émissions sonore est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement sur une durée d'une demi-heure au moins.

L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font en limite de propriété (point 1 défini ci-dessus), et aux emplacements permettant d'apprécier le respect des valeurs d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

L'exploitant conservera au moins les deux derniers rapports de mesure.

Pour copie conforme
Le Chef de Bureau délégué

Sc. de MONNIER

LYON, le

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Adjoint,

ANNEXE 2

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Eric FREYSSELINARD

1) VALEURS LIMITES

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs devront être aussi faibles que possible et respecter, avant toute dilution, les limites fixées comme suit :

Installations Rejets	Paramètres et normes	Valeurs limites		Fréquence de surveillance
		concentration (mg/Nm ³ sec) (% O ₂ air ambiant)	Flux global	
Stérilisation	Oxyde d'éthylène	* 20 mg/Nm ³ si flux > 25 g/h		1 fois/an si flux > 25 g/h
Production de dialyseur, Atelier RAF	Dichlorométhane		4 kg/j 1 t/an	1 fois/an si flux > 0,1 kg/h
Production des tubulures, Atelier REA, Stérilisation	Composés Organiques Volatils non méthaniques (C.O.V.N.M)		5 t/an	1 fois/an si flux > 2 kg/h

* disposition applicable au 31.12.1999

2) CONTROLES DES REJETS

- 2.1 Les méthodes de prélèvements, mesure et analyse de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.
- 2.2 Les contrôles prévus par le présent arrêté doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées.
- 2.3 Les rejets à l'atmosphère seront contrôlés par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
- 2.4 Les résultats des contrôles seront transmis à l'inspecteur des installations classées, dès réception du rapport de mesures, accompagnés des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctrices prises ou envisagées. Seront également précisées les conditions de fonctionnement de l'installation contrôlée (niveau de production, taux de charge, ...).

3) BILAN ENVIRONNEMENT

Un bilan annuel des émissions d'oxyde d'éthylène et de dichlorométhane et le point des mesures de réduction prises ou envisagées est établi et transmis à l'inspection des installations classées avant le 01 mars de l'année qui suit.

Pour copie conforme
Le Chef de Bureau délégué


Eric FREYSSELINARD

